

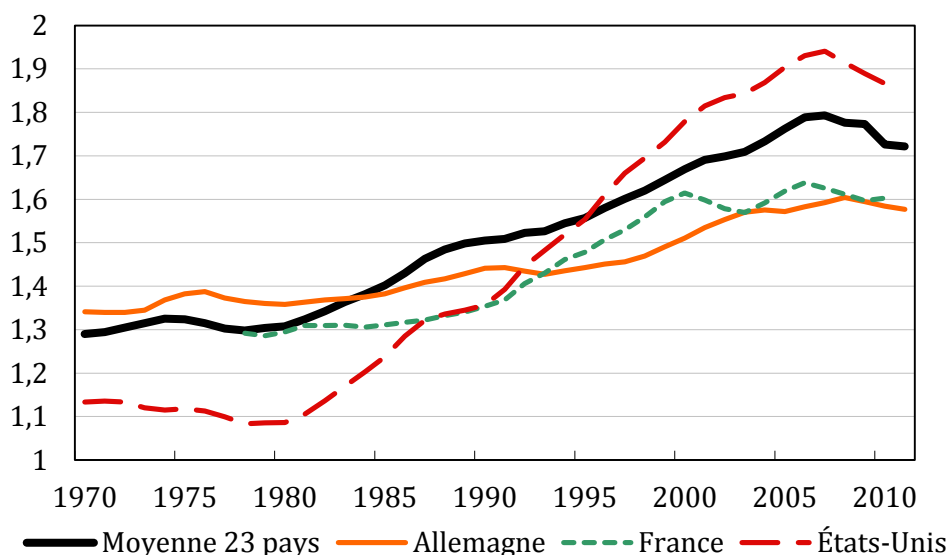
## À quoi tient la progression des salaires dans la finance ?

### Questions à *Ariell Reshef*

■ **Les rémunérations dans la finance font souvent les gros titres des journaux. Sont-elles vraiment plus élevées que dans les autres secteurs ?**

Au début des années 1980 pas tant que ça, mais à la veille de la crise, clairement. En France, alors qu'en 1980 les salaires dans la finance étaient 30 % plus élevés que ceux des autres secteurs, ils l'étaient en 2008 de 60 %. Aux États-Unis, où la croissance des salaires dans le secteur financier relativement aux autres secteurs a connu la progression la plus marquée, on est passé de salaires dans la finance 10 % plus élevés que dans les secteurs non financiers en 1980 à près de deux fois plus hauts en 2008 ! Sur cette période, la croissance des salaires dans le secteur financier a été bien plus vive que dans les secteurs non financiers. C'est ce qu'il ressort d'une [étude](#) portant sur 23 pays développés : en moyenne, les salaires dans le secteur financier y ont augmenté, entre 1980 et 2008, de 36 % de plus que dans le secteur non financier. À partir de la crise financière, un pic a été atteint et l'on assiste depuis à une stabilisation (graphique).

Graphique : évolution des rémunérations dans le secteur financier relativement aux secteurs non financiers (moyennes mobiles sur 3 ans)



*Note* : les 23 pays sont Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Corée du Sud, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, République Tchèque, Royaume-Uni, Slovénie, Suède.

*Sources* : calculs des auteurs, à partir de EU KLEMS et STAN.

■ **Mais cette augmentation plus rapide des salaires dans la finance n'est-elle pas liée à un accroissement de l'intensité en travailleurs qualifiés plus forte dans la finance que dans les autres secteurs ?**

Non, en moyenne pour l'ensemble des pays, seule 20 % de cette évolution est attribuable à une augmentation de la différence d'intensité en travailleurs qualifiés entre la finance et les autres secteurs. En France, il est vrai que ce facteur est plus important puisqu'il explique 40 % de

l'évolution. Mais, pour l'essentiel, cette augmentation provient d'un accroissement du salaire des travailleurs qualifiés bien plus rapide dans la finance qu'ailleurs. D'ailleurs, alors que la part du secteur financier ne représente en moyenne que 6 % de l'emploi qualifié total, la progression des salaires des travailleurs qualifiés dans la finance explique à elle seule 31 % de l'augmentation moyenne des salaires des travailleurs qualifiés dans l'ensemble des économies entre 1980 et 2005. Plus particulièrement, la moitié de l'augmentation des salaires dans le secteur financier relativement aux autres secteurs provient des salaires versés aux traders, alors même que leurs activités ne représentent que 13 % de l'emploi dans ce secteur. C'est donc pour beaucoup la prise de risque qui a été rémunérée, principalement sous forme de primes et bonus pour des performances de court terme, sans prise en compte de l'effet à plus long terme de ces activités sur la stabilité du secteur.

### ■ Quels sont les facteurs qui peuvent expliquer ces écarts de salaires au profit du secteur financier ?

La baisse du prix des technologies de l'information et de la communication (TIC) a d'abord constitué l'explication privilégiée. La finance faisant un usage intensif de ces technologies, la baisse de leur prix aurait conduit à ce qu'elles soient davantage utilisées, ce qui aurait permis une augmentation de la productivité des travailleurs qualifiés, et par conséquent de leur salaire, plus vive que dans les autres secteurs. Cependant, en examinant leur usage de plus près, il s'avère que la forte augmentation de l'intensité en TIC dans la finance s'explique surtout par un élargissement de la gamme des activités bancaires à des activités risquées et complexes sur les marchés financiers (trading, market making, transferts de risques sur les marchés de produits dérivés, etc.), permis par la suppression de barrières réglementaires et un relâchement de la surveillance. Cette complexité accrue de leurs activités a permis aux travailleurs qualifiés d'augmenter leur pouvoir de négociation et, par conséquent, d'[extirper des sursalaires](#).

La déréglementation a également favorisé l'internationalisation du secteur financier et l'augmentation de la taille des banques et des autres institutions financières. Ce faisant, le secteur bancaire est devenu plus concentré : le pouvoir de marché des opérateurs historiques s'est accru, leur permettant de réaliser des surprofits et de verser des sursalaires.

C'est d'ailleurs clairement au moment où la déréglementation financière s'amorce que les écarts de salaire entre secteurs financier et non financier commencent à se creuser et c'est aussi selon l'ampleur de la déréglementation que ces écarts varient entre les pays. En France, par exemple, c'est au milieu des années 1980, quand la déréglementation du secteur bancaire est engagée, que les salaires dans la finance entament une progression plus rapide que dans les autres secteurs. Quant aux États-Unis, où la déréglementation financière a été beaucoup plus marquée que dans les autres pays, les écarts de salaire entre secteur financier et non financier sont bien plus prononcés.

### ■ Est-ce une évolution favorable ou défavorable ?

Il serait difficile de faire valoir que cette évolution a été favorable. Les augmentations de rémunérations indexées sur les performances à court terme, plutôt que sur des objectifs à long terme, ont incité à des prises de risque excessives qui ont débouché sur la crise financière de 2007-2008. En outre, les augmentations de salaires dans le secteur financier ont largement contribué au creusement des inégalités de revenus dans de nombreux pays, ce qui n'a pas manqué d'attiser les tensions sociales.

Le renforcement de la réglementation financière suite à la crise pouvait laisser envisager que les salaires dans la finance se stabiliseraient. L'amorce d'une déréglementation financière aux États-Unis risque bien de rebattre les cartes.

Propos recueillis par *Isabelle Bensidoun & Jézabel Couppey-Soubeyran*

### ■ Pour aller plus loin

BOUSTANIFAR H., GRANT E. et RESHEF A. [2017], « Wages and Human Capital in Finance: International Evidence, 1970-2011 », *Working Paper*, Paris School of Economics.